

Un panorama politique et social



Au moment où les médias français ne parlent plus de l'Italie que sous l'angle du coronavirus, nous avons voulu faire un tour d'horizon de la situation générale, politique et sociale, de ce pays. Le contenu de cet article est pour l'essentiel tiré de l'interview d'un camarade anarchiste que nous avons réalisée fin février à Raguse. L'Italie ne connaissait alors que quelques cas de personnes contaminées par le virus dans le Nord, c'est pourquoi il n'en a pas été question.

Membre de la rédaction du mensuel Sicilia libertaria (voir l'encadré) et cheminot à la retraite, Pippo est secrétaire provincial de la Confédération unitaire de base (CUB) des transports de Raguse et militant actif dans le mouvement No MUOS (1), qui se bat pour la démilitarisation d'une des principales bases américaines en Sicile (2).

Jusqu'à la fin du siècle dernier, il y avait en Italie, à Rome en particulier, des manifestations qui rassemblaient 1 ou 2 millions de personnes sur un thème central précis, politique ou syndical, et qui occupaient régulièrement l'espace politique... Mais c'est fini aujourd'hui parce que la bataille contre les restructurations des entreprises et pour la défense de l'emploi a été perdue.

La défaite de la lutte menée, dans les années 1990 à la FIAT, contre la restructuration de l'entreprise et les 40 000 licenciements qui l'accompagnaient a en effet marqué la fin d'un cycle. Les syndicats ont ensuite accepté l'idée qu'il y avait une « communauté de destin » entre les ouvriers et l'usine dans laquelle ils travaillaient : ils ont commencé à lier la condition des travailleurs, et son amélioration, à la bonne ou la mauvaise santé de l'usine ou de l'industrie les employant. Cet état d'esprit a complètement changé les rapports avec le patronat, qui en a profité pour imposer des conditions de travail encore pires.

Il a modifié en profondeur l'organisation de la production grâce aux délocalisations, la sous-traitance étant assurée à l'étranger (notamment en Chine et à Taïwan) plutôt que par des petites entreprises italiennes. Ce changement a laissé les salarié-e-s démunis. Toutes les conquêtes des années 1960 et 1970 ont peu à peu été récupérées – qu'il s'agisse du régime des retraites ou de la loi sur le statut des travailleurs votée en 1970.

Cette loi, arrachée par la lutte des années 1968 et suivantes, avait assuré une protection aux salariés en matière

de santé et contre les licenciements, en donnant la possibilité de s'organiser syndicalement dans les entreprises, et pendant longtemps elle avait servi de rempart contre les attaques patronales visant à éliminer cette protection. Elle existe encore sur le papier, mais elle a été progressivement modifiée sur de nombreux plans. Actuellement, que ce soit au niveau des horaires de travail, des conditions de sécurité ou en matière de santé, on est revenu aux années 1950 et, qui plus est, toutes les formes de travail précaire ont été légalisées, ce qui empêche de faire grève contre la précarité.

En acceptant l'idée d'une « communauté de destin », les syndicats traditionnels ont ainsi perdu peu à peu leur fonction historique de défense des travailleurs ; cette fonction n'est plus assumée que par les syndicats de base mais, vu leur faiblesse numérique, ceux-ci ne peuvent le faire à la même échelle que dans les années 1970.

LE PAYSAGE SYNDICAL

Malgré tout, l'Italie compte encore environ 10 à 12 millions de syndiqué-e-s, ce qui correspond à près de la moitié des salarié-e-s (3).

Côté syndicats traditionnels, 4 à 5 millions d'adhérent-e-s sont à la CGIL (l'équivalent de la CGT en France) ; un peu moins de 4 millions à la CISL (comparable à la CFDT en France) ; 2 millions à l'UIL (FO en France).

Pour compléter ce tableau, il faut préciser qu'une grande partie des syndiqués sont des retraité-e-s (presque la moitié, à la CGIL) du fait des départs prématurés liés aux restructurations et de l'allongement de la durée de la vie.

SICILIA LIBERTARIA

Giornale anarchico per la liberazione sociale e l'internazionalismo

Ce « journal anarchiste pour la libération sociale et l'internationalisme » est un mensuel dont le siège et la rédaction sont à Raguse (I). A sa fondation en 1977, il avait pour spécificité de vouloir remettre en question les relations colonialistes entre l'Italie du Nord et la Sicile, celles-ci faisant partie d'un processus de développement capitaliste qui assignait aux diverses régions des rôles différents mais reliés entre eux. Il était par conséquent « critique à l'égard de toutes les explications politiques et économiques basées sur l'industrialisation du Sud et sur son développement (capitaliste) censé être la condition lui permettant de sortir de sa subordination économique et sociale au Nord ».

Dans un document publié en 1984, *Projet de document programmatique pour l'intervention en Sicile*, l'équipe rédactionnelle a essayé d'actualiser et de renforcer les bases théoriques et stratégiques du journal, pour appuyer les pratiques dont il était un instrument, dans le but de « réaliser l'anarchie en Sicile ». « Avec la naissance, en 1997, de la Fédération anarchiste sicilienne, avec laquelle nous marchons dans un soutien mutuel fraternel, a-t-elle écrit, un nouveau pas en avant a été franchi en termes stratégiques, confirmant la perspective de construire « une Sicile anarchiste dans un monde anarchiste ». »

1. Nous revenons sur cette lutte dans un prochain numéro de CA.

2. Le 16 janvier, il a été condamné à six mois d'emprisonnement pour des faits concernant une initiative organisée par No MUOS.

3. En France, au maximum 10 % des salarié-e-s sont syndiqués.

Ce sont souvent eux qui font tourner l'appareil syndical, et qui assurent par leurs cotisations la paie des employés et des dirigeants.

Les syndicats de base sont assez nombreux en Italie (voir l'encadré sur l'essor du syndicalisme alternatif). Parmi eux, les Cobas, la CUB et l'USB se distinguent par leur présence continue, depuis des années, et par leur emprise réelle sur les mobilisations et dans les conflits sociaux ; mais leurs dynamiques de lutte sont différentes :

• Les Cobas

Ces « comités de base » sont nés dans les années 1980 à partir de luttes menées dans le secteur public (l'enseignement et les transports surtout), sur la constatation que les syndicats traditionnels, bureaucratisés, ne permettaient plus de conduire à des victoires. Ils se rapprochent cependant actuellement, en ce qui concerne les moyens et l'organisation, du syndicalisme traditionnel même si certains se situent à l'extrême gauche. La fédération de ces comités de base est une organisation centralisée comme un parti politique, et elle a connu plusieurs scissions. Les cinq ou sept Cobas qui existent présentement sont très liés aux mouvements de gauche, et organisent plus ou moins, au total, 500 000 travailleurs.

• La Confédération unitaire de base

La CUB a été créée en 1991 par des militants sortant du syndicat catholique CISL, de réseaux alternatifs de lutte ou simplement de mouvements de lutte. Il y avait en particulier là des syndicalistes historiques de la région de Milan appartenant à la fédération des métallurgistes de la CISL, qui était d'extrême gauche.

Cette confédération dans laquelle les fédérations locales ont beaucoup de pouvoir compte environ 1 million d'adhérent-e-s ; elle est particulièrement présente dans la métallurgie et d'autres secteurs industriels, dans les transports (aérien et ferroviaire), la grande distribution et la santé.

Les anarchistes s'y trouvent pour la plupart – davantage que dans l'USI, qui est plus spécifiquement anarcho-syndi-

NOI LA CRISI NON LA PAGHIAMO

Confederazione COBAS – CUB – SdL Intercategoriale

SABATO 7 FEBBRAIO 2020 22^a PROMUOVONO LA ASSEMBLEA NAZIONALE DEI DELEGATI DEL SINDACALISMO DI BASE

ROMA – TEATRO AMBRA JOVINELLI
Via G. Pepe (Stazione TERMINI)
Dalle ore 9.30 alle ore 14.00

- Per lanciare la piattaforma e proseguire nel percorso unitario di lotta per non pagare la crisi
- Per rafforzare e far progredire il Patto di Consultazione Permanente
- Per respingere l'attacco al Contratto nazionale e ai diritti

Dal Patto di Consultazione Permanente al Patto di Base

Dopo le importanti mobilitazioni messe in campo con successo nei mesi scorsi, è necessario rilanciare e rafforzare lo strumento di lotta e di unità che ci siamo dati nell'assemblea nazionale del 17 maggio a Milano.

Confederazione Unitaria di Base – Confederazione Cobas – SdL Intercategoriale
Tel. 02 81250203 8672261 - E. Cobas 02 81250202 - Tel. 02 86304044

caliste et implantée surtout dans la santé, notamment à Milan. Quoique se définissant comme un syndicat, l'USI n'a pas de réelle présence dans le monde du travail.

Les militant-e-s d'extrême gauche se retrouvent quant à eux plutôt dans les divers Cobas, à l'USB ou dans la CUB, et développent souvent des luttes unitaires soit sectorielles, soit générales.

Membre du Réseau européen des syndicats alternatifs et de base et du Réseau syndical international de solidarité et de lutte présent sur tous les continents, la CUB entretient des relations internationales, en particulier avec la CGT espagnole et avec Solidaires (les SUD) en France, dont elle est proche par la pratique et les idées. Beaucoup plus décentralisée que les Cobas, elle n'a pas de presse ni de radio fédérale, seulement des bulletins (comme celui des cheminots) et des sites Web de section.

• L'Union syndicale de base

L'USB, scission de la CUB, est très léniniste.

En adhérant à la CUB, ses militants, qui étaient très présents dans le secteur public, à la Sécurité sociale et chez les pompiers, avaient essayé de la contrôler, mais n'y étant pas arrivés du fait de son organisation fédéraliste et autonome, ils ont fini par la quitter. L'USB reste très forte dans ces secteurs. Elle a environ 350 000 adhérent-e-s et son fonctionnement rigide rappelle celui des syndicats stalinien dans les années 1950 ; ce n'est pas par hasard qu'elle a adhéré à la Fédération syndicale mondiale.

LE PAYSAGE POLITIQUE

Aux législatives de 2018, le Mouvement 5 Etoiles (M5S) de Beppe Grillo a obtenu 32 % des voix ; la coalition dite de centre droit, mais où figuraient la Ligue de Matteo Salvini (extrême droite), Fratelli d'Italia (parti ouvertement fasciste) et Forza Italia de Silvio Berlusconi (conservateurs), 27 % ; la

coalition du centre gauche, menée par le Parti démocrate, 22 %.

Pour gouverner, le M5S s'est allié à... la Ligue qui, en remportant 18 % des votes à elle seule, avait devancé Forza Italia (14 %) ; cependant, les deux partis se sont ensuite opposés sur de nombreux sujets, tandis que Salvini imposait sa ligne politique au gouvernement, en particulier concernant les migrant-e-s. Aux européennes de 2019, le rapport de forces s'est inversé : la Ligue a dépassé les 34 % des voix tandis que le M5S tombait à 17 %. Salvini a alors fait éclater la majorité gouvernementale en réclamant des élections anticipées et, pour le contrer, le M5S s'est allié... au PD.

• Le Parti démocrate et l'extrême gauche

L'effondrement de la gauche dans un pays où elle fut une composante majeure de la société, sur le plan culturel et politique, est lié à l'abandon de son « âme » et de sa culture par le Parti communiste (4). Le PCI s'est en effet uni, en 2007, à l'aile gauche de la Démocratie chrétienne pour fonder un Parti démocrate qui est un prolongement du « compromis historique » (5). Dans ce parti qui s'allie selon les circonstances avec telle ou telle autre formation politique, ses militant-e-s se sont retrouvés avec des personnes liées à une autre culture, celle de l'Eglise et de son action

4. Ce parti a eu 34 % de voix aux législatives de 1976.
5. Pour que le PCI accède au pouvoir, son leader Enrico Berlinguer a cherché dans les années 1970 un accord avec Aldo Moro, chef de la Démocratie chrétienne, mais l'assassinat de Moro par les Brigades rouges a interrompu ces négociations en 1978.

L'ESSOR DU SYNDICALISME ALTERNATIF

Le syndicalisme alternatif est devenu un phénomène important dans les années 1990 : les syndicats alternatifs qui existaient déjà ont alors été renforcés par des gens sortant des syndicats traditionnels et par d'autres venant de mouvements de lutte.

Les syndicats alternatifs portaient le nom de Rappresentanze di base (RdB) ; et il y avait également l'USI (qui correspond à la CNT française et espagnole, et qui a grossi avant de connaître une crise et des divisions au cours de cette décennie-là). Des luttes importantes se sont développées dans le secteur public : dans l'éducation, elles ont débouché sur les comités de base appelés Cobas ; et, dans les chemins de fer, sur la création du COMU, qui organise seulement les conducteurs mais qui a pesé d'un certain poids. Dans le secteur privé, enfin, il s'est formé un syndicat alternatif chez les métallos : la FMLU.

Ces diverses dynamiques ont débouché sur la formation, en 1991, de la CUB (Confédération unitaire de base) : celle-ci a rassemblé les RdB, la FMLU et d'autres groupes, mais pas le regroupement né des comités de base de l'école et baptisé Unicobas.

Autour d'Alfa Romeo, il s'est créé un autre regroupement, le SLAI-Cobas, qui en 1994-1995 a scissionné : un groupe, appelé SIN-Cobas, est resté proche de Refondation communiste ; l'autre est critique par rapport à ce parti. Le SLAI-Cobas est un syndicat-parti (il a deux députés et touche donc de l'argent en tant qu'organisation parlementaire) ; les SIN-Cobas sont plutôt des syndicalistes classiques. De nos jours, la galaxie des Cobas se compose également de SI-Cobas, AL-Cobas, SOL-Cobas...

Enfin, dans le secteur public, une minorité de gauchistes des années 1970-80 a quitté les syndicats corporatistes alternatifs existant quand, à l'arrivée de la droite au gouvernement en 1994, ces derniers ont adopté des positions progouvernementales. Cette minorité a donné naissance à la CNL, qui a eu un certain poids dans le secteur public à Rome, mais qui n'existe plus.

(Ces informations sont tirées d'un texte de Cosimo Scarinzi paru dans la revue Temps maudits en 2006.)



sociale dans les paroisses. Le PD a peu à peu abandonné la stratégie d'implantation territoriale qui était la force de la gauche pour développer une structure de terrain, fort peu militante et bureaucratisée, qui pratique une politique-spectacle purement électorale.

Quant à l'extrême gauche, toutes les tentatives faites par ses petites organisations pour maintenir une histoire et des valeurs de gauche ont échoué. Ces partis ont éclaté, ils se font la guerre et n'ont aucune influence sur la vie politique. Rifondazione comunista a ainsi presque disparu. La liste d'extrême gauche présentée aux législatives de 2018, qui avait à sa tête quelqu'un venant de cette formation et d'autres personnes sorties du PD, n'a obtenu que quatre ou cinq élus ; et elle en a eu seulement deux aux régionales de 2019. Actuellement, à gauche du PD il n'y a donc presque plus de partis.

Seul *Il Manifesto* – « quotidien communiste » lancé par la journaliste Rossana Rossanda et d'autres dissident-e-s du PCI en 1969 – maintient une tradition de gauche, car *L'Unità*, journal du PCI, s'est arrêté à la création du PD. *Il Manifesto* est réalisé par une coopérative et vendu en kiosques (avec un tirage à 29 000 exemplaires). Sa ligne politique, d'un gauchisme modéré, est autonome, mais il cherche une aide financière des syndicats pour survivre...

6. Elle est dirigée par le fils de Gianroberto Casaleggio, gourou du M5S jusqu'à sa mort en 2016.



LE CAPITALISME ITALIEN

La Ligue a beaucoup de soutiens dans le secteur des moyennes entreprises, où règne une surexploitation des clandestins – en particulier dans le bâtiment. Mais le grand capital lui préfère le Parti démocrate, car il a besoin de l'aide financière de l'Europe et raisonne de manière globale : il est plus que jamais international !

Salvini en est conscient : il sait que, pour gouverner, il faut être bien vu de l'Europe et du grand capital, aussi fait-il des efforts en ce sens. Mais il exprime des positions trop radicales et ne donne pas suffisamment de garanties concernant le développement international du capital. Il a donc plus de mal à obtenir le consentement du grand patronat qu'un consensus populaire, en jouant sur des sentiments de frustration et des désillusions – beaucoup d'ouvriers qui votaient communiste votent maintenant pour la Ligue.

• Le Mouvement 5 étoiles

Apparu en 2009, le M5S a assez vite occupé le vide que le PCI avait laissé en abandonnant l'implantation militante qu'il avait sur tout le territoire (notamment grâce aux locaux de ses sections) et en se présentant officiellement, à travers le PD, comme un parti bourgeois, celui des banquiers et des industriels. Si le M5S a pu remplir cet espace, c'est parce que, au début surtout, en se donnant l'image d'un mouvement de gauche, il a attiré jusqu'à des libertaires.

Le M5S utilisait des thèmes à la mode, comme l'écologie, et avait des mots très durs contre la « caste » politique. Il était peu centralisé, et donc assez souple pour s'adapter à des terrains différents. Grillo accomplissait de vrais performances en disant des choses et en émettant des critiques très intéressantes contre le « système ». Le M5S a eu un beau succès mais, quand il s'est agi de dresser des listes pour les élections, sa direction a eu beaucoup de mal à trouver des candidat-e-s. Elle a mis n'importe qui, et n'importe qui a été élu (y compris des personnes de droite). Des gens qui n'avaient jamais pensé faire de la politique ont été élus député ou autres, et ça a été un désastre parce que rien n'avait été pensé ni préparé sur des bases politiques.

Le mouvement s'est depuis structuré en parti, même s'il n'en a pas le nom ; et sa direction, quoique peu visible, est bien réelle. Elle contrôle l'expression militante du M5S dans les réseaux sociaux par le biais de la société Casaleggio. Cette société (6) décide ainsi qui peut en être le candidat ou qui doit être exclu de ses listes électorales. C'est elle qui fixe la ligne politique et qui conserve toutes les informations concernant les militant-e-s. Le M5S est donc tout le contraire d'un mouvement libertaire.

• La Ligue et les partis ouvertement fascistes

Dans les années 1980 sont apparues dans certaines régions du Nord (le Piémont, la Lombardie et la Vénétie) des ligues qui posaient des revendications concernant la langue ou la culture de ces régions. Puis il y a eu le scandale du « tangentopoli » (en 1992, des magistrats ont mis au jour un gigantesque

système de pots-de-vin entre des industriels et la classe politique italienne, dans une opération appelée « mains propres »). Tous les partis institutionnels ont été pointés par les médias, ils ont disparu ou changé de nom... et de ce fait un vaste espace d'action politique s'est ouvert pour la Ligue du Nord, née en 1989 de la fusion entre la Ligue lombarde et la Ligue vénète.

La dénonciation des pratiques de la classe politique en général a permis à cette formation de se développer, car elle se présentait comme pure et dure. Tandis que des gens de gauche cherchaient un renouveau de la vie politique dans le M5S, d'autres ont regardé plutôt de son côté. La Ligue du Nord est devenue puissante d'abord dans cette partie de l'Italie (jusqu'à la hauteur de Bologne) en défendant des positions très violemment racistes à l'égard des Méridionaux (en particulier ceux qui immigraient du sud de l'Italie vers le Nord). Elle a créé un consensus sur la base de ce racisme.

Matteo Salvini, en arrivant à sa tête en 2013, l'a transformée en parti souverainiste et lui a donné une envergure nationale en la rebaptisant Ligue tout court (voir l'encadré sur le capitalisme italien). Son racisme n'a plus tant été dirigé contre les gens du sud de l'Italie que contre les migrant-e-s arrivant ou arrivés dans ce pays. Le parti s'est de ce fait implanté dans le Sud, où l'absence de travail incite à partir en chercher dans le Nord ou à l'étranger.

Ce changement de perspective a cependant créé quelques problèmes à l'intérieur de la Ligue, parce que la vieille garde nordiste n'a pas accepté la nouvelle orientation. D'autant que Salvini s'est approprié le parti : il est passé de la dénomination « Lega Norde » à « Lega per Salvini » (« Ligue pour Salvini ») lors des derniers scrutins, ce qui devrait provoquer un jour ou l'autre une scission en son sein.

À l'heure actuelle, s'il y a un danger fasciste en Italie c'est du côté de la Ligue qu'il se trouve : elle est plus à droite, et plus dangereuse, par son langage, ses actions et sa force que les formations officiellement fascistes (par exemple Fratelli d'Italia), numériquement faibles, et identifiées comme telles. Les violences contre les immigrés

e-s sont fréquemment le fait de ses militants.

La Ligue est maintenant puissante dans le Sud aussi (mais toujours moins que dans le Nord). Elle s'y est implantée en tissant des liens avec Berlusconi et des personnalités de la Démocratie chrétienne ou encore de la 'Ndrangheta (mafia calabraise). Les gens du Sud ont oublié le racisme que manifestaient ses membres à leur égard (en encourageant par exemple l'Etna, lorsqu'il était en éruption, par un : « Forza, Etna ! » – « Vasy, Etna ! »).

• Forza Italia

Lors des régionales en Calabre de janvier 2020, Berlusconi s'est beaucoup agité et il a montré qu'il avait encore un peu de poids dans le Sud : son parti a obtenu 12 % des voix, et la coalition menée par le centre droit à laquelle il participait l'a emporté. Mais FI ne pèse plus vraiment sur cette partie de l'échiquier politique puisqu'elle est occupée par la Ligue et les partis fascistes. Pas mal de ses militant-e-s sont d'ailleurs déjà passés à la Ligue, et Forza Italia disparaîtra donc sans doute à la mort de Berlusconi.

LES MOUVEMENTS SOCIAUX

• Les sardines, contre l'extrême droite

En novembre 2019 a été lancé à Bologne, sur les réseaux sociaux, un appel à occuper les places publiques disant : « Nous devons être dans la rue plus que les gens de la Ligue, et aussi serrés que des sardines. » Le mouvement des sardines était né...

Au début, il est apparu comme une expérience intéressante parce qu'elle a remotivé beaucoup de personnes qui ne participaient plus à aucune action politique depuis longtemps, et qui refusaient le choix entre le M5S et la Ligue. Ces personnes sont descendues dans la rue de façon spontanée, en particulier pour dénoncer le racisme contre les migrants, ce qui était important à un moment où c'était la Ligue qui occupait la place publique.

Les premiers mois, dans toute l'Italie, il y a eu une forte adhésion aux sardines. Mais leur mouvement n'a pas d'idéologie très précise, de positions collectives bien nettes permettant de s'organiser, et actuellement il contribue surtout à récupérer l'abstentionnisme de gauche, en incitant les gens qui ne votaient plus à recommencer à le faire, essentiellement au profit du Parti démocrate. En effet, contrairement aux gilets jaunes de la France, qui ont quelques figures mais pas de représentants officiels, les sardines ont des représentants : les quatre jeunes (trois hommes et une femme) qui ont eu l'idée de cette mobilisation. Or, ils pas-

sent à la télé ou organisent des réunions au nom du mouvement tout en disant que celui-ci n'a pas de chef ; et, tout en affirmant n'adhérer à aucune formation politique, ils recommandent d'aller voter contre la droite, donc pour le PD. C'est grâce aux sardines que ce parti a récemment emporté les régionales en Emilie-Romagne – la région la plus rouge d'Italie serait sans cela tombée aux mains de Salvini.

Par ailleurs, dans chaque région d'Italie, des personnes représentent aujourd'hui les sardines, qui sont dans une phase embryonnaire de structuration en parti. Leur principale revendication est l'abolition des deux lois sur la sécurité faites par Salvini, et qui s'attaquent à la fois à l'immigration et aux luttes sociales.

Ces lois ont modifié radicalement la situation des migrants en détériorant leurs conditions d'accueil (quasi-impossibilité d'obtenir un permis de séjour, le droit de travailler, d'apprendre l'italien ou d'être scolarisé...), condamnant ainsi beaucoup d'entre eux à la clandestinité.

A Palerme, où la municipalité favorise depuis des années l'intégration des migrants, soutient financièrement les associations leur venant en aide et appuie les comités antiracistes, un réseau de résistance et d'accueil des migrants subsiste, mais ce n'est pas comme ça ailleurs. En général et traditionnellement, l'aide aux migrants est surtout le fait de l'Eglise en Italie, et avec ses deux lois sécuritaires Salvini a coupé les subventions à toutes les associations, menaçant leur survie.

De plus, ces lois s'attaquent aux luttes sociales car elles ont changé les dispositions du Code pénal. Là où avant on risquait une amende, pour avoir par exemple occupé la voie publique, on prend maintenant une peine de prison. Ces derniers mois, des étudiants qui avaient soutenu des grèves ouvrières en Toscane ont ainsi été arrêtés et ont eu à payer de lourdes amendes sur la base de ces lois.

Les sardines demandent l'abolition des « lois Salvini », mais ni le PD ni le M5S ne les écoutent. Quand le gouvernement a fait ces lois, le PD alors dans l'opposition a voté contre ; à présent qu'il est au gouvernement, il ne veut ni les abolir ni même les modifier. (Et tous les partis jouent en Italie la carte de la sécurité, lors des élections : le consensus se fait sur cette question et contre les migrant-e-s.) Si le mouvement des sardines conserve donc un peu d'autonomie par rapport au PD, avec des revendications plus à gauche que les siennes, tout dépend maintenant de la proportion de gens qui iront voter malgré tout pour lui – contre la Ligue.

• Les luttes sur l'environnement...

Le « compromis historique », en lais-



sant un grand vide sur le terrain social, a favorisé l'apparition du M5S et de la Ligue, mais il a aussi permis la naissance de mouvements autonomes. L'Italie a ainsi connu, depuis vingt-cinq ans, nombre de ces mouvements, qui ont pu mener de grandes batailles populaires parce qu'ils échappaient au contrôle traditionnels des partis de gauche. Leurs membres sont souvent abstentionnistes, et si certains ont éprouvé de la sympathie pour Rifondazione comunista ou pour le M5S, ils ne croient plus à présent ni à l'un ni à l'autre. Ils sont en général très jaloux de leur autonomie et défendent l'idée qu'aucun gouvernement ne peut être leur « ami » (comme l'exprime le slogan le plus diffusé, et celui qui rassemble le plus : « Non abbiamo governi amici ») ; ils considèrent donc qu'il n'y a rien à attendre de ce côté-là.

Survolons-en quelques-uns :

- No Tav, dans la vallée de Susse, contre le projet de construction de la nouvelle ligne à grande vitesse Lyon-Turin. Ce mouvement qui existe depuis trente ans est l'exemple, la référence, pour toutes les autres luttes. Ses militant-e-s ont espéré que le projet de ligne à grande vitesse serait abandonné avec l'accession au pouvoir du M5S, car celui-ci laissait croire à cette possibilité (la direction du M5S a toujours joué à la fois avec la base populaire, le terrain social, et avec les institutions et l'idée que,



bien dirigées, celles-ci pouvaient permettre de gagner la bataille) ;

- d'autres luttes existent aussi contre des chantiers de ligne à grande vitesse (en Lombardie, en Toscane, dans le Frioul...) ;

- le mouvement contre l'accostage des grands navires de croisière sur les quais de Venise, et celui contre le Mose et le scandale du détournement des fonds consacrés à la sauvegarde de la ville et de sa lagune ;

- la mobilisation en Sardaigne, assez ancienne et à caractère antimilitariste, de paysans contre l'utilisation de terrains pour les exercices militaires ;

- No Muos, en Sicile, mouvement lancé il y a dix ans, et qui est le seul à avoir exprimé la nécessité de fermer les bases militaires, en particulier américaines. Il a été fort entre 2012 et 2015, et persiste même si la base américaine a fini par être construite à Niscemi et est active. Cette lutte est difficile à mener, dans la mesure où elle ne touche pas directement la vie des gens ; mais lorsqu'on parle des effets des ondes électromagnétiques sur la santé, et pas seulement de la structure de guerre et de mort que constitue la base, cela contribue à mobiliser...

Il existe en fait un peu partout en Italie des comités apparus sur des questions de pollution, contre des décharges, etc. Les gens s'auto-organisent et contactent ensuite d'autres comités pour se coordonner avec. Il y a par exemple eu, contre les forages pour trouver du pétrole, un mouvement très fort qui est parti de la Basilicate et s'est étendu jusqu'à la Sicile ; et il y a, dans les Pouilles surtout, le No TAP, contre le gazoduc ve-

nant du Kazakhstan, avec des manifestations et des actions de sabotage auxquelles beaucoup d'anarchistes participent.

• ... et les luttes dans les entreprises

À côté de ces mobilisations sur le terrain environnemental, on trouve aujourd'hui dans les entreprises des situations assez chaudes, et qui ont pour certaines des implications au niveau national parce qu'elles concernent des sociétés appartenant à des multinationales. Par exemple :

- La lutte dans et à propos de l'entreprise Ilva, de Tarente

Un bras de fer oppose depuis presque dix ans une partie de la population de Tarente aux dirigeants de l'aciérie Ilva (aujourd'hui aux mains d'Arcelor-Mittal), aux pouvoirs publics et aux forces de l'ordre. Le mouvement réclame que soit mis fin à un « désastre environnemental » dans la ville la plus polluée d'Italie, en fermant ou en assainissant l'usine comme l'ordonnait une juge dès 2012 (voir CA 223, octobre 2012). Dans cette lutte, tous les syndicats sont présents. Mais alors que les syndicats officiels luttent pour la continuation et la défense du travail (l'an dernier, les ouvriers de l'entreprise ont voté majoritairement l'arrêt de la grève pour sauver l'emploi), les syndicats de base veulent qu'on refonde le processus de production, qu'on l'arrête pour redémarrer ensuite d'une autre manière en prenant en compte la sauvegarde de la santé des gens. Il y a donc dans la même usine des positions syndicales très différentes.

- La lutte à Alitalia, compagnie aérienne qui est en crise depuis longtemps,

avec des milliers de personnes en cassa integrazione (c'est-à-dire en court chômage technique). Alitalia a été privatisée : elle appartient à des industriels, des gens de la haute finance... qui ont détourné pas mal d'argent pour eux. La société est donc presque en situation de faillite et cherche un partenaire (comme Air France) pour la sauver ; et l'objectif du mouvement est de la faire renationaliser, pour qu'elle soit de nouveau une société d'Etat et qu'elle garantisse les emplois comme auparavant. Les syndicats sont très forts dans cette compagnie (la CUB depuis longtemps, chez les pilotes, les contrôleurs aériens et le personnel des aéroports en général), et les luttes menées dans les transports sont celles qui obtiennent le plus de publicité – c'est pourquoi il est important d'y être implanté.

Enfin, il est fondamental, pour les luttes actuelles, de suivre de près ce qui se passe dans deux autres secteurs :

- La logistique (qui fait le pont entre la production et la distribution en gérant les opérations de stockage, le traitement et l'expédition des commandes, etc.), car il existe là une très grande exploitation, avec un travail précaire assuré souvent par des immigré-e-s, et beaucoup de sous-traitance. Dans ce secteur, l'agitation sociale est forte et les syndicats de base sont bien implantés. Le principal, appelé SiCobas, est d'extrême gauche et a subi une répression avec des arrestations.

- L'ubérisation du travail, avec le développement des plates-formes numériques et de l'auto-entrepreneuriat pour des chauffeurs assurant le transport de gens ou de marchandises. C'est une catégorie de travailleurs difficile à organiser, mais depuis un an s'effectue une syndicalisation des UBER. On a vu apparaître des comités de lutte ; et des grèves très dures, à Turin et Milan, ont permis d'obtenir des résultats : une régularisation des horaires et des salaires, et la reconnaissance pour des « travailleurs indépendants » de leur statut de salarié d'une société.

Interview et mise en forme : OCL-Poitou

